



T-MAG

« LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ PAR APL-RDC »

Août 2025



T-Mag est le diminutif du Tambour Magazine. Il rappelle le son du tambour dans la culture africaine : un appel, une alerte, une célébration.

Ici, chaque témoignage, chaque doléance, chaque opinion est un coup de tambour qu'on fait résonner loin pour réveiller les consciences, rassembler les énergies et transmettre des messages.

1. ACTU APL-RDC

1.1. Qui sommes-nous ?

Action for Peace and Liberty (APL-RDC) est un think tank congolais indépendant, à but non lucratif. Notre mission est claire : promouvoir les libertés individuelles et économiques et contribuer à la construction d'une paix durable en République Démocratique du Congo et dans toute la région des Grands Lacs.

À travers nos études, analyses et propositions concrètes, nous influençons les politiques publiques et les initiatives de développement local, pour une société plus stable, plus prospère et plus juste.

1.2. Collaboration APL-RDC avec Talk to Loop

Dans une collaboration avec Talk to Loop qui est une plateforme numérique indépendante et sécurisée qui permet aux communautés de partager librement leurs besoins, alertes et témoignages.

Grâce à Loop, nous recueillons et modérons en toute confidentialité des retours directs du terrain, notamment dans des zones touchées par les conflits.

Ce partenariat nous aide à amplifier la voix citoyenne, à renforcer la transparence et à orienter nos actions de plaidoyer en faveur des plus vulnérables.

1.3. Activités de terrain

En plus de son rôle de centre d'idées, APL-RDC agit concrètement à travers divers programmes sur le terrain :

- Consolidation de la paix communautaire ;
- Lutte contre les violences sexistes ;
- Promotion de l'entrepreneuriat pour la prospérité ;
- Projets humanitaires dans des zones à forts besoins ;
- Plaidoyer et sensibilisation pour l'accès équitable aux droits et aux opportunités.

Notre ambition est d'ancrer chaque projet dans la réalité des communautés, grâce aux retours collectés via Loop et à notre réseau d'équipes et de bénévoles.

2. ÉDITO

Au cours du mois d'août 2025, APL-RDC a poursuivi sa mission de collecte, d'écoute et d'analyse des retours communautaires dans différentes zones d'intervention. Fidèle à son mandat, notre organisation documente de manière systématique les perceptions, besoins et préoccupations exprimés par les populations affectées, afin de nourrir le plaidoyer auprès des autorités, partenaires humanitaires et instances habilitées.

Le quotidien des communautés reste marqué par une succession de défis. Sur le plan sécuritaire, les habitants signalent une insécurité persistante dans plusieurs localités, en raison des affrontements armés et des tensions intercommunautaires. Cette instabilité fragilise davantage la vie des déplacés vivant dans les camps ou sur les sites de relocalisation, où les conditions de vie demeurent précaires, entre manque d'abris, difficultés d'accès aux services sociaux de base et besoins humanitaires non couverts.

Dans le domaine de l'éducation, deux faits majeurs ont dominé les discussions : la publication rapide des résultats de l'examen d'État, qui a suscité un mélange de satisfaction et d'interrogations dans les communautés, et la rentrée scolaire 2025-2026, assombrie par les difficultés économiques des familles, le manque de moyens pour acheter les fournitures, et l'incertitude pour des milliers d'élèves déplacés au Nord-Kivu, Sud-Kivu et en Ituri.

À travers ce numéro, nous présentons un panorama des 281 retours communautaires recueillis durant le mois d'août. Ces témoignages et analyses reflètent à la fois les espoirs et les inquiétudes des populations, et constituent une base de plaidoyer pour un accompagnement plus efficace et une réponse adaptée aux réalités du terrain.

La rédaction APL-RDC

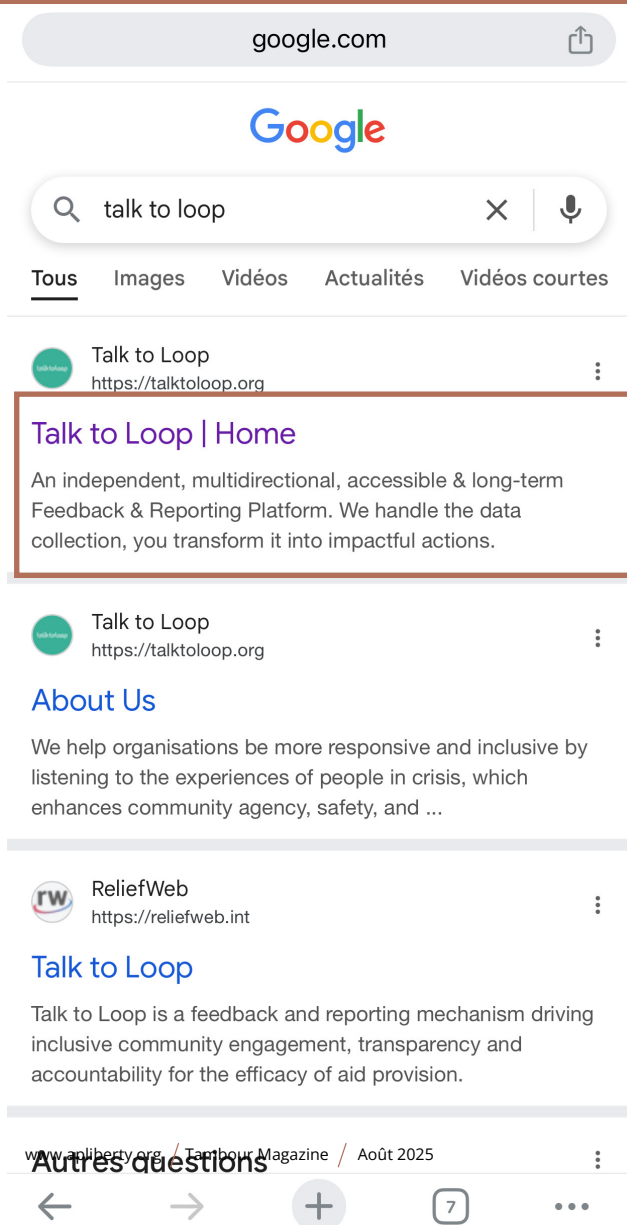
3. Mode d'emploi : Participez via Loop

- Votre voix compte !

Chaque problème signalé est une chance de le résoudre. Chaque retour d'information est une preuve que personne ne reste invisible. Grâce à Talk to Loop, vous pouvez, à tout moment, faire entendre vos besoins, vos doléances ou vos propositions, de manière simple et totalement confidentielle. Votre rétroaction est anonyme, mais son impact est bien réel.

Voici comment faire :

Étape 1 : Rendez-vous sur le site web Talk to Loop.



15:56

LTE

talktoloop.org

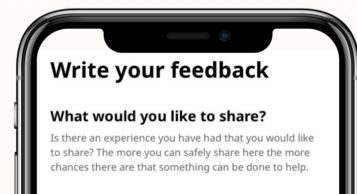
talktoloop



— un organisme indépendant, multidirectionnel, accessible et à long terme —

Plateforme de feedback et de reporting

Nous gérons la collecte de données, vous les transformez en actions impactantes.

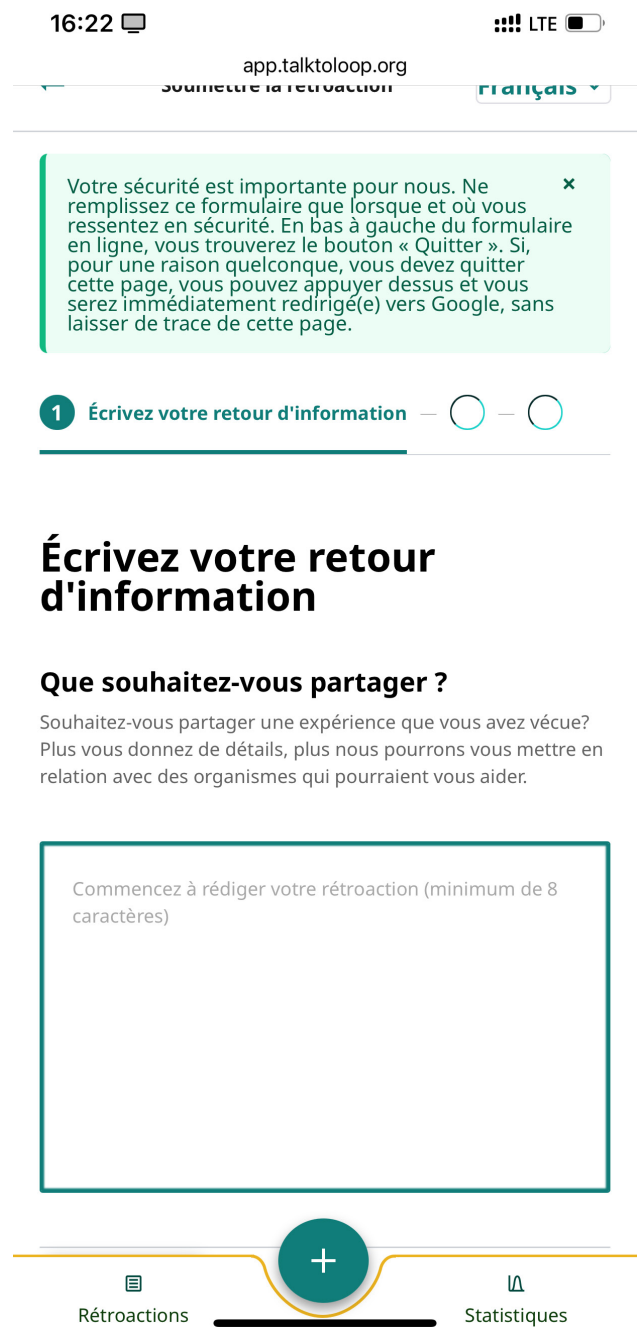


Étape 2 : En haut à droite de votre écran, cliquez sur « Utilisez maintenant ».



Étape 3 : Cliquez sur « Nouvelle rétroaction » pour commencer.

Étape 4 : Remplissez le petit formulaire en décrivant votre situation ou votre besoin, puis envoyez.



Nous nous engageons à analyser chaque retour pour faire entendre votre voix là où elle compte vraiment.

4. Les rétroactions du mois

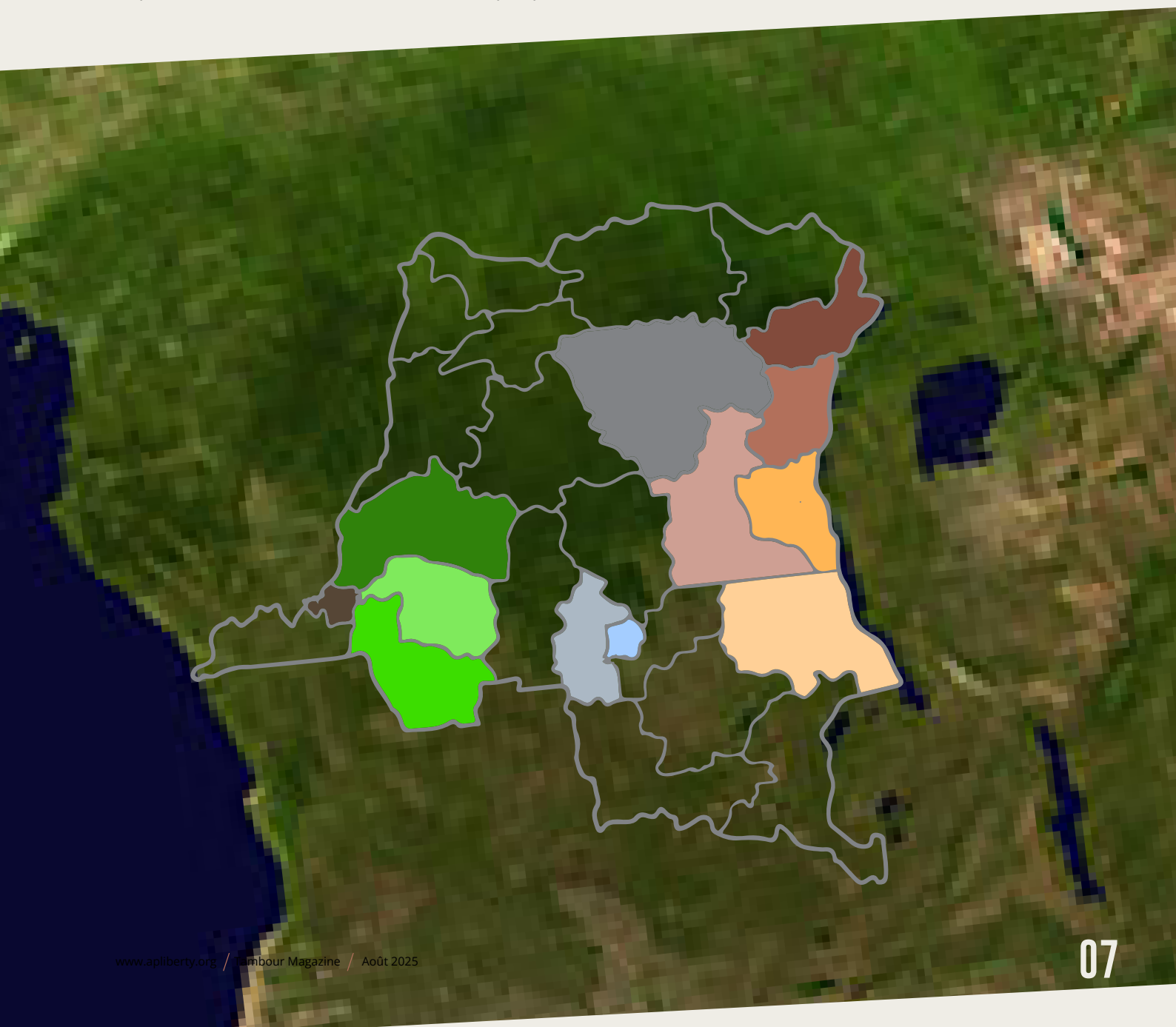
Chaque mois, APL-RDC, à travers Talk to Loop, recueille les voix et les signalements des citoyens lambda ou de nos rapporteurs de terrain. Ces données ne sont pas que des chiffres : elles reflètent les urgences, les besoins réels et les aspirations d'un peuple trop souvent ignoré.

Elles orientent nos actions et alimentent nos plaidoyers auprès des décideurs pour des réponses adaptées.

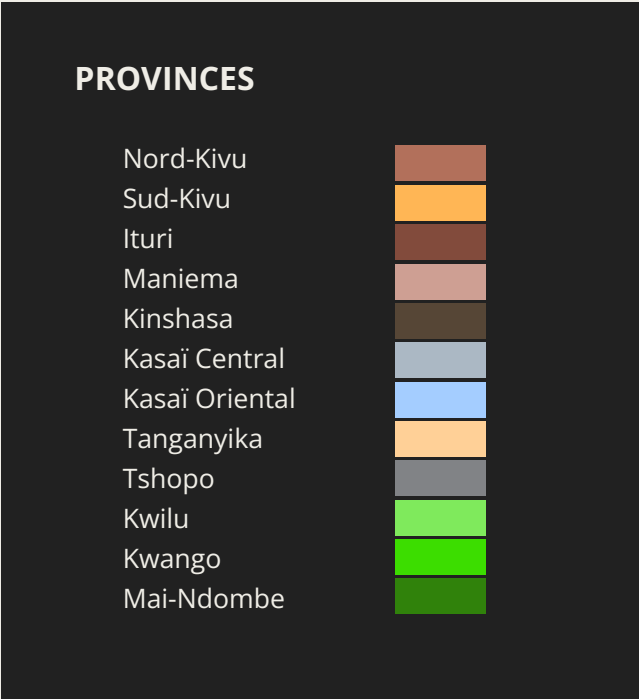
Répartition :

* Par entité (Province)

Repartition des retours communautaires par province (01-31 août 2025)



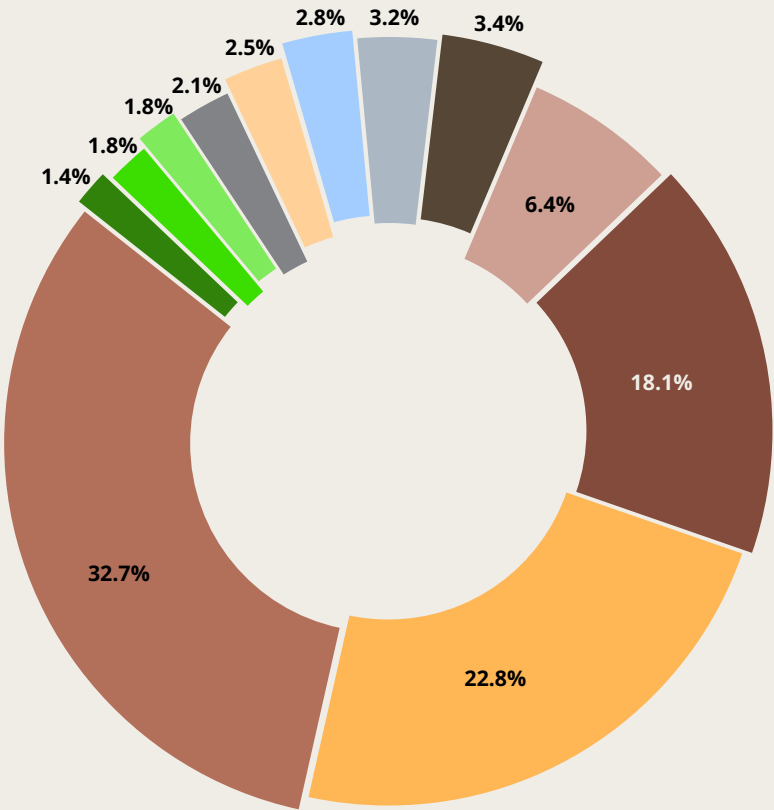
Par entité (Province, territoire, localité, Carte des voix, Origine des retours)



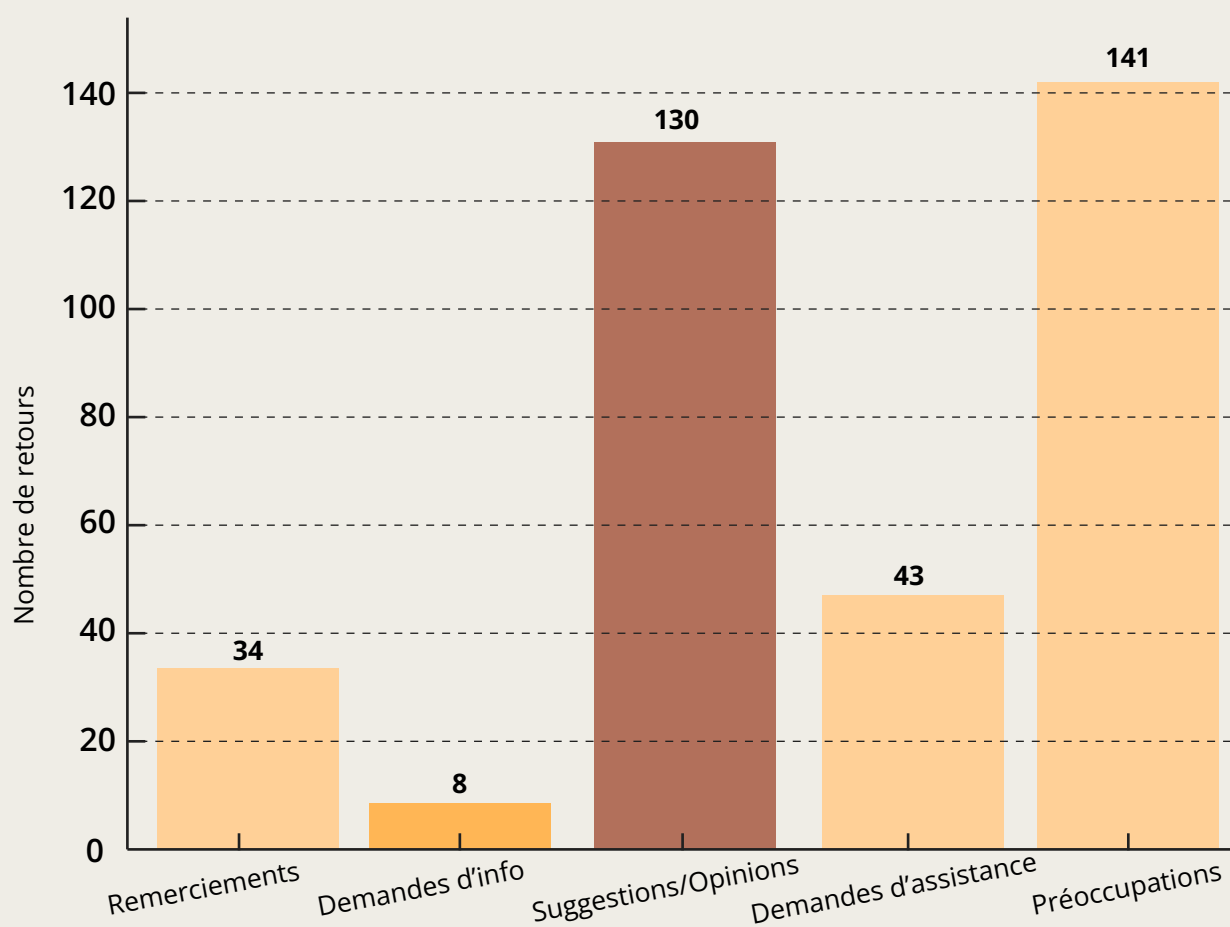
Ce mois d'aout nous avons recueilli 281 retours. Au fil de notre monitoring, une réalité s'impose : l'Est du pays concentre la grande majorité des retours. Le Nord-Kivu (32,7 %), le Sud-Kivu (22,8 %) et l'Ituri (18,1 %) se retrouvent en première ligne.

Les voix qui s'y expriment traduisent le poids d'un quotidien marqué par l'insécurité, les déplacements forcés et la fragilité des conditions de vie. Mais notre collecte n'a pas seulement mis en lumière ces foyers de crise.

D'autres provinces, de Kinshasa aux Kasaï, en passant par le Tanganyika et la Tshopo, sont également présentes, même en proportions plus modestes. Ces contributions démontrent que, partout dans le pays, des citoyens peuvent prendre la parole pour, exprimer leurs opinions, témoigner de leurs réalités et inter-peller sur la gouvernance.



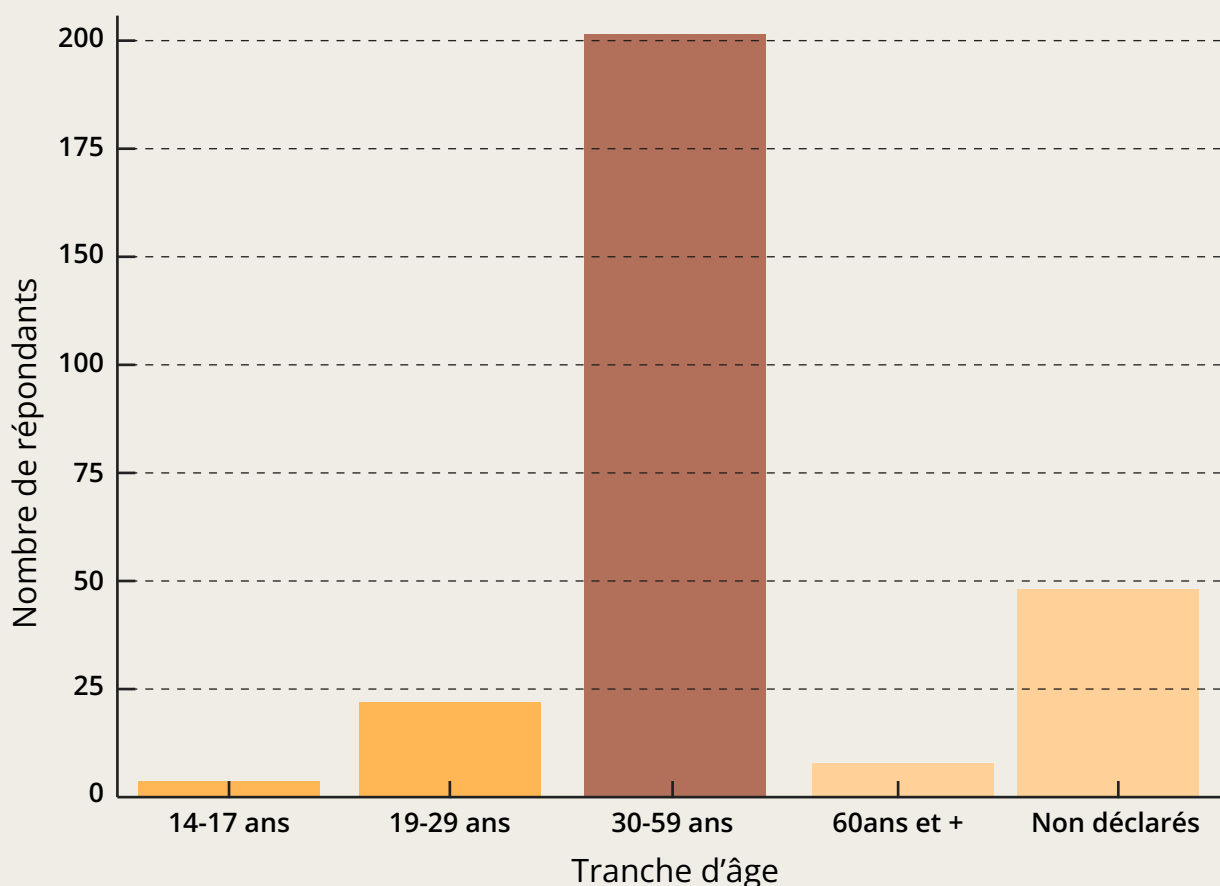
* Répartition des retours par type



Durant le mois d'août, la majorité des retours émis par les communautés (près de la moitié) expriment des préoccupations et insatisfactions. Ces voix traduisent le poids des difficultés quotidiennes : insécurité persistante, manque d'accès aux services de base et fragilité économique. À côté, un nombre important de suggestions et opinions (46,3 %) montre que la population ne se limite pas à exprimer ses frustrations ; elle propose également des pistes de solution et cherche à participer à la gestion collective des problèmes.

Les demandes d'assistance (15,3 %) rappellent l'urgence humanitaire vécue, surtout dans les zones de déplacement. Quant aux remerciements (12,1 %), bien que minoritaires, ils constituent un signe encourageant de reconnaissance des efforts déjà entrepris sur le terrain. Enfin, les demandes d'information (2,8 %) soulignent un besoin de transparence et de communication claire entre communautés, autorités et acteurs humanitaires.

* Profil par âge



Les retours collectés au cours du mois d'août 2025 révèlent une forte participation des adultes en âge actif. La majorité des répondants (202 personnes) se situent dans la tranche de 30 à 59 ans, confirmant que ce groupe constitue la colonne vertébrale des échanges communautaires. Ce sont eux qui portent les charges familiales, font face directement aux difficultés de subsistance et s'expriment le plus sur les questions de gouvernance et de conditions de vie.

Les jeunes de 18 à 29 ans (23 personnes) se sont également manifestés, même si leur proportion reste modeste. Leurs contributions touchent souvent à l'éducation, aux perspectives d'emploi et à l'insécurité qui pèse sur leur avenir.

Les adolescents de 14 à 17 ans ne sont que 2 à avoir pris la parole. Leur faible représentation illustre la difficulté pour cette catégorie à s'exprimer dans les espaces de redevabilité, alors même qu'ils subissent fortement les conséquences de la crise éducative et humanitaire. Les personnes âgées de 60 ans et plus (6 répondants) se font rares, mais leur voix rappelle la vulnérabilité particulière des aînés face aux déplacements, aux problèmes de santé et au manque de soutien familial.

Enfin, 48 personnes n'ont pas souhaité déclarer leur âge. Ce silence peut traduire une volonté de préserver leur intimité, mais aussi une certaine méfiance à l'égard des dispositifs de collecte.

* Représentation par sexe

Sur l'ensemble des 281 retours collectés au mois d'août 2025, les hommes dominent largement avec 199 contributions. Cette forte présence masculine traduit à la fois leur disponibilité dans les espaces publics et leur rôle traditionnel d'interlocuteurs privilégiés lors des enquêtes communautaires. Leurs retours abordent souvent la sécurité, la gouvernance et les questions économiques.

Les femmes représentent 71 répondantes. Même si leur nombre est inférieur à celui des hommes, leurs témoignages se distinguent par une attention particulière aux conditions de vie : manque d'eau, soins de santé, accès à l'éducation des enfants, et les quotidiens dans les camps de déplacés. Ces voix féminines rappellent combien les crises pèsent de manière disproportionnée sur elles et méritent une écoute plus attentive. 11 personnes n'ont pas souhaité déclarer leur sexe. Cette discrétion traduit un besoin de protection et témoigne aussi de la sensibilité du contexte. Elle souligne l'importance de garantir des espaces sûrs et inclusifs pour que chacun se sente libre de s'exprimer sans crainte.

Alors, si la parole publique reste majoritairement masculine, la participation des femmes et des personnes réservées apporte une richesse de perspectives qu'il est essentiel de valoriser pour renforcer l'équité dans la prise en compte des retours communautaires.

Efficacité de l'aide

Ce que disent les communautés : l'aide est attendue là où les besoins sont les plus criants, mais sa pertinence, sa rapidité et l'équité de distribution font débat. Plusieurs témoignages saluent des initiatives locales qui s'organisent malgré tout : « Que les gens se mobilisent pour nous, ça redonne du courage ». D'autres pointent des failles : lenteurs, manque d'information sur les critères, inégalités entre quartiers.

Plaidoyer : rendre l'aide prévisible, traçable et co-construite. Mettre en place des mécanismes de redevabilité (affichage des critères, retours SMS/WhatsApp, points focaux communautaires) et des revues d'apprentissage mensuelles avec bénéficiaires, autorités et ONG.

La santé, entre espoir et désillusion

Dans les communautés, la santé revient comme une préoccupation omniprésente. Les récits parlent de maladies liées à l'eau insalubre, de médicaments introuvables et de parcours de soins dignes d'un obstacle course. Pour beaucoup, se soigner reste un parcours du combattant, surtout en zones rurales. À Walikale, un agent de santé confie avec amertume : « Sans eau potable ni routes, l'hôpital ne suffit pas ». Ses déclarations met en nu les réalités des hôpitaux et centres de santé dans le territoire de Walikale, même présents, restent impuissants si les infrastructures vitales comme l'eau, l'électricité ou les routes ne suivent pas.

D'autres témoignages mettent en lumière des avancées fragiles. La vaccination progresse, mais son accès reste limité. Une mère de Goma raconte : « On nous a dit de vacciner nos enfants, mais il faut marcher des heures. Si tu n'as pas l'argent pour le transport, tu attends... ». Derrière ce témoignage se cache une vérité dure : la santé publique est tributaire du coût du transport et de la distance géographique, qui transforment un droit en privilège.

Les communautés associent spontanément santé à d'autres besoins essentiels : routes praticables, eau potable, électricité, hygiène. Comme si la santé était une toile où chaque infrastructure, logistique, alimentation, compte autant que les soins eux-mêmes. Au-delà des chiffres, ce que disent les habitants, c'est une demande de dignité : ne pas mourir de maladies évitables, ne pas voir leurs enfants souffrir faute de vaccin, ne pas perdre un proche sur le chemin de l'hôpital.

Logistique

Sur bien des axes, tout se joue à un pont qui cède, un bac immobilisé, une piste que la pluie transforme en borbier et avec eux, c'est la vie entière qui s'arrête. Sur la RN3, entre Walikale et Hombo, les usagers décrivent un trajet devenu épreuve. « Huit barrières sur à peine quelques dizaines de kilomètres... à chaque fois on paie, on perd du temps, on prend des risques », souffle Patrick, 31 ans, chauffeur de minibus. Dans la Tshopo, une commerçante détaille le coût invisible de ces blocages : « Tout est bloqué, les camions n'arrivent plus. Quand ils arrivent enfin, les tomates sont déjà tournées et c'est nous qui perdons ». Même logique en territoire enclavé : une infirmière mobile résume, fataliste : « Le vaccin est là, l'équipe est prête... mais sans route praticable, la campagne n'existe pas ».

Ces voix racontent la même équation : sans accès, pas d'aide qui tienne, pas d'école régulière, pas de marché qui fonctionne. L'urgence est claire : dégager les axes vitaux, contractualiser l'entretien avec les communautés riveraines, organiser des couloirs d'urgence avec les autorités pour que la logistique cesse d'être le maillon cassé de toute intervention.

Énergie et environnement

Entre promesses d'éclairage et peur des flammes, le mois a balancé. À Kananga, la relance de Katende rallume les imaginaires. Marie, 38 ans, y voit une bascule possible : « Nous espérons que cette centrale améliorera vraiment notre accès à l'électricité, pour éclairer nos maisons, soutenir les commerces et faciliter le travail des hôpitaux ». Mais plus au Sud-Kivu, à Bukavu, l'angoisse domine après les incendies en série : « Les pompiers arrivent tard, les routes sont étroites, on regarde nos maisons partir en cendres », témoigne Déo, 42 ans, habitant d'Ibanda. Dans les sites de déplacés de Kalehe, la fragilité est maximale : « Une étincelle, et tout s'embrase. La nuit, on dort à la belle étoile avec les enfants », confie Jeanne, 29 ans, sinistrée de Bushushu.

Ces récits disent une double urgence : investir dans des infrastructures propres et stables (micro-réseaux, éclairage prioritaire des services essentiels) et, en même temps, muscler la prévention des risques (désenclavement, voies d'accès pour engins, brigades anti-incendie de quartier, sensibilisation aux installations solaires et au stockage de carburant). L'énergie doit sécuriser, pas exposer.

Sécurité alimentaire

Peu de retours... mais tous serrent la gorge. « On cultive, mais on ne vend pas : la route nous abandonne », résume Kiza, 47 ans, maraîcher des hauts-plateaux. À Irumu, une mère raconte le calcul impossible : « Quand le maïs arrive au marché, les prix montent déjà ; si je garde au village, il moisit ». Dans un site de relocalisation à Kalehe, un comité communautaire témoigne : « Les distributions espacées nous forcent à vendre nos ustensiles pour manger ».

La feuille de route tient en trois gestes concrets : sécuriser l'acheminement (axes, ponts, petits points de transbordement), soutenir le stockage villageois (greniers améliorés, séchage, groupements de vente) et adosser des transferts monétaires ciblés aux périodes de soudure. Nourrir aujourd'hui, protéger les moyens de produire demain.

Moyens de subsistance

Le travail ne manque pas d'idées ; ce sont les conditions qui manquent. À Goma, Jonas, 26 ans, motard, voit son revenu se dissoudre dans les aléas : « L'essence flambe, les trajets sont plus longs, au final je ramène moins ». À Bukavu, Chantal, 34 ans, couturière, a tout perdu dans un incendie : « La machine, les tissus, les carnets des clientes... Je repars de zéro ». Et dans un quartier périphérique de Kinshasa, un menuisier s'adapte comme il peut : « Quand le courant coupe, l'atelier dort ; quand il revient, les commandes sont déjà parties ailleurs ».

Eau, assainissement et hygiène

L'eau reste la base de tout. Dans plusieurs villages, c'est elle qui sépare la maladie du répit, l'école de l'absentéisme. À Kasindi, une mère note les progrès après l'installation d'un point d'eau : « Avant, les enfants tombaient malades tout le temps. Maintenant, c'est mieux ». Mais ailleurs, les difficultés persistent. Un habitant de Walikale confie : « Le forage est là, mais quand la pompe casse, personne ne sait réparer ». Dans un site de déplacés près de Kalehe, le constat est encore plus cru : « Nous faisons la queue pendant des heures, parfois nous rentrons avec des bidons vides ».

Ces retours rappellent que l'eau potable ne suffit pas : c'est sa gestion qui compte. Comités de maintenance, transparence des tarifs, caisses de réparation... autant de détails qui changent la vie. Les habitants demandent que chaque point d'eau soit relié aux écoles et centres de santé pour que l'impact soit complet.

Abri

Là où l'on se pose dit beaucoup de ce que l'on vit. Pour de nombreuses familles déplacées, l'abri est encore synonyme d'improvisation. À Kalehe, un père raconte : « Nous avons dormi dehors plusieurs jours, jusqu'à ce qu'on nous donne une bâche ». À Bukavu, une mère déplacée détaille : « Les loyers ont triplé, nous sommes entassés à deux familles par chambre ». Dans un camp improvisé, un jeune ajoute : « Le vent a emporté notre toit, nous avons passé la nuit sous la pluie ».

Ces récits rappellent que l'abri n'est pas seulement un toit, mais une dignité. Les solutions attendues : kits d'abris solides, bâches renforcées, latrines partagées et un encadrement des loyers pour limiter les abus.

Fournitures essentielles

Parmi les besoins, il y a ceux que l'on ne voit pas toujours mais qui changent tout. À Walikale, une mère déplacée résume : « J'ai fui sans rien, même pas une couverture ». Dans le Nord-Kivu, un jeune homme témoigne : « On partage une seule marmite pour dix personnes ». À Bunia, une sinistrée insiste : « Quand on reçoit du savon ou un pagne, c'est une dignité qui revient ».

Ces voix montrent que les fournitures essentielles ne sont pas accessoires. Elles redonnent autonomie et espoir immédiat. Les communautés appellent à des distributions plus régulières, modulaires, et qui laissent un choix entre cash et objets.

Éducation

L'école apparaît partout, encore et toujours, comme le refuge et la promesse la plus tenace des communautés. Même lorsque les maisons s'effondrent ou que les familles fuient, les parents veillent à ce que leurs enfants retournent en classe parce que l'école reste perçue comme le chemin le plus sûr vers un avenir possible. Mais cet espoir cohabite avec des réalités quotidiennes très dures : classes surpeuplées, enseignants absents ou non payés, manques criants de fournitures et bâtiments dégradés.

À Kalehe, un responsable éducatif résume l'état des lieux d'un ton las : « Les enfants viennent, mais la classe n'a rien ». À Bukavu, la frustration des élèves se heurte à l'absence d'outils simples : « J'aime apprendre, mais sans cahier je reste assise sans écrire », confie une jeune de 15 ans. Et dans les sites de déplacés, la rentrée scolaire devient chaque année une épreuve financière pour des parents déjà à bout : « Chaque rentrée est une épreuve. Cette année, beaucoup resteront à la maison faute d'uniforme. »

Ces situations se doublent d'enjeux structurels : des enseignants non payés parfois pendant plusieurs mois, des écoles sans matériel pédagogique, et des locaux qui ont besoin d'entretien ou de reconstruction. Pourtant, il existe aussi des signes d'espoir : la publication rapide des résultats de l'Examen d'État a été accueillie comme une bouffée d'air pour des milliers de jeunes lauréats, facilitant leurs démarches d'orientation et donnant un signal positif sur la modernisation possible du système éducatif.

Protection

La protection domine tous les retours. Partout, c'est la peur qui traverse les récits. À Bunia, une déplacée confie : « On nous a repoussés encore, nous n'avons plus où aller ». À Kangati, un père raconte : « Nous avons dormi dehors, les enfants tremblaient ». Dans un village du Nord-Kivu, un jeune décrit : « Les hommes armés nous prennent nos biens, parfois nos frères disparaissent ».

Ces témoignages disent l'urgence de sécuriser les axes, de renforcer les mécanismes d'alerte communautaires et de soutenir l'assistance juridique de proximité. Pour beaucoup, la sécurité reste la condition première pour espérer reconstruire une vie.

Gouvernance

Au cœur des échanges, la gouvernance apparaît comme un maillon fragile. « On ne sait pas qui décide, ni pourquoi », lâche un habitant de Kinshasa. À Bukavu, une citoyenne ajoute : « Les autorités parlent, mais nous ne voyons pas le résultat ». Pourtant, là où les organisations associent réellement les communautés, la confiance revient : « Quand on nous écoute, on accepte de participer », note un jeune leader associatif.

Ce contraste ouvre une voie : budgets participatifs, audits sociaux, comités mixtes avec comptes rendus publics. La redevabilité est attendue comme un signe de respect.

Transversale

Au fil des retours, certains thèmes dépassent les secteurs : l'inclusion, le genre, le handicap, l'accès à l'information. À Goma, un jeune explique : « Quand on nous explique, on participe ». À Walikale, une femme note : « Les réunions sont faites en swahili, mais parfois les consignes nous échappent ». Dans un site de déplacés, un handicapé moteur témoigne : « Je n'arrive pas à atteindre les distributions ».

Ces voix rappellent que l'information et l'accessibilité sont le ciment de tout. Les communautés demandent des canaux adaptés (radios locales, WhatsApp, langues locales), des dispositifs d'inclusion et un suivi public des engagements pris.



Action for Peace and liberty

Website: www.apliberty.org

E-Mail: aplrdc@gmail.com

+1 (587) 894 9969

Adresse : RDC, SUD-KIVU, BUKAVU